le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 08 juillet 2018 N° 446 PRIX : 0,60 Euro

Mali

Élection présidentielle : vingt-quatre candidats pour tromper, voler et exploiter les travailleurs

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Mali : élection présidentielle : vingt-quatre candidats pour tromper, voler et exploiter les travailleurs

Pages 3-4
Mali : Grève dans la distribution des cartes d'électeurs…

Page 4
Mauritanie : le dictateur fait main basse sur les caisses de l'État

Page 5
Le G5 Sahel : une force régionale supplétive de l'impérialisme français
Page 6
Côte d'Ivoire : la chasse aux pauvres continue-

Page 6-7
Tchad : La république change de numéro mais avec le même dictateur

Page 8
Madagascar : grèves et contestations dans la fonction publique et dans le privé

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Editorial p.2

Mali

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : VINGT-QUATRE CANDIDATS POUR TROMPER, VOLER ET EXPLOITER LES TRAVAILLEURS

L'actuel président malien, Ibrahim Boubacar Keita, aura face à lui 23 candidats (dont une seule femme) lors du premier tour de l'élection présidentielle le 29 juillet prochain. La très grande majorité des candidats est composée de politiciens ayant déjà participé au moins une fois au pouvoir en tant que Premier ministre, ministre, conseiller, etc. Certains se présentent en tant qu'homme d'affaires, d'autres comme « membre de la société civile » *mais ce qu'il y a de commun à tous c'est qu'ils sont tous issus des milieux aisés, ils habitent dans les quartiers huppés et ne connaissent pas des fins de mois difficiles. Leurs enfants vont dans les écoles réservées aux riches, ils vont se faire soigner dans les hôpitaux autres que ceux des pauvres. Bref, ils vivent dans un autre monde que celui de la majorité de la population.*

Ils parlent tous « au nom du peuple », prétendent mettre fin à la corruption, apporter « la paix et la prospérité », *etc. Mais les travailleurs et les populations pauvres n'ont rien de bon à attendre de ces politiciens dont la seule véritable ambition est d'occuper le palais de Koulouba (du nom de la colline où est située la présidence) et de mettre la main sur les deniers publics pour leur enrichissement personnel.*

Certains travailleurs, notamment ici dans l'émigration, sont tentés de voter pour tel ou tel candidat en raison de la proximité ethnique ou régionale. Ils se trompent doublement car un prédateur reste un prédateur quelle que soit son appartenance ethnique. Une fois élu, il ne fera pas ce qu'il a promis à ses électeurs mais ce que l'impérialisme français lui dictera.

Mali

GRÈVE DANS LA DISTRIBUTION DES CARTES D'ÉLECTEURS

À Bamako, la presse locale a récemment parlé de la « *grève des préfets et des sous-préfets* » qui a fortement perturbé la distribution des cartes électorales dans certaines régions du pays. Il s'agit en fait des «*administrateurs civils* » (dont font partie les préfets et les sous-préfets) ainsi que des employés dits territoriaux qui dépendent du ministère de l'Administration territoriale. Ils réclament plus de sécurité dans l'exercice de leurs fonctions, plus de primes de risque et d'éloignement, une refonte de la grille des salaires.

La grève a commencé le 25 juin. Ne recevant aucune réponse du gouvernement au bout d'une semaine, les dirigeants du mouvement ont décidé qu'à compter du 2 juillet ils entreraient en « *grève illimitée* » jusqu'à satisfaction de leurs revendications. C'est alors seulement que le gouvernement a accepté de les rencontrer et de signer avec eux un protocole d'accord en s'engageant à le mettre en application à compter de janvier 2019. Du coup la distribution des cartes d'électeurs a repris.

Reste à savoir s'il ne s'agit pas là d'une entourloupe comme celle que le prédécesseur de l'actuel Premier ministre a fait en avril 2017 aux employés des hôpitaux publics en grève. Son gouvernement avait signé un protocole d'accord mettant fin à 38 jours de grève mais plus d'un an après, les employés n'ont rien vu des engagements signés.

LES HOSPITALIERS MENACENT DE SE REMETTRE EN GRÈVE À CAUSE DES PROMESSES NON TENUES

Un vent de grève souffle de nouveau sur les hôpitaux publics du Mali. Médecins et employés sont en colère contre le gouvernement car celui-ci n'a toujours pas mis en application l'accord signé l'année dernière avec les syndicats de la Santé après 38 jours de grève (du 9 mars au 17 avril 2017). Dans cet accord, il y avait neuf points concernant entre autres, le versement de primes, l'intégration de certains contractuels dans le statut de fonctionnaires, l'amélioration des conditions de travail. Les salariés ont à juste raison le sentiment de s'être fait flouer et menacent de se mettre de nouveau en grève illimitée si le gouvernement persiste à ne pas honorer ses engagements. Des préavis de grève ont déjà été donnés par les syndicats mais en cette veille d'élection présidentielle, le gouvernement reste muet en espérant que les hospitaliers n'oseront pas perturber la campagne électorale. En tout cas, les travailleurs n'ont aucune raison de se laisser distraire par ce cinéma électoral. La grève est la seule arme dont ils disposent pour améliorer leurs conditions d'existence.

L'ARMÉE À NOUVEAU IMPLIQUÉE DANS LE MASSACRE DE CIVILS

Un charnier de 25 corps a été découvert le 13 juin à Nantaka et Kobaka, deux localités situées non loin de Mopti, au centre du Mali. Selon une enquête réalisée par des organisations humanitaires, l'armée malienne est impliquée dans ce massacre et ce n'est pas la première fois. Le 3 avril dernier, Amnesty International avait révélé que six corps ont été découverts dans une autre fosse commune près du village de Dago, au centre du Mali. Des paysans ont formellement identifié ces corps comme étant ceux

des personnes arrêtées au village quelques jours auparavant par l'armée malienne.

Ne pouvant nier les faits, le porte-parole de l'armée s'est contenté de dire qu'il va procéder à sa propre enquête et que l'armée sanctionnera les éventuels fautifs. Autant dire que l'affaire sera vite enterrée.

Dans ce pays, les galonnés font ce qu'ils veulent. Officiellement, ils sont là pour soi-disant protéger la population ; mais en réalité ils la terrorisent et la rackettent à longueur de journée. Ceux qui ont le malheur de se trouver sur leur chemin le payent de leur vie. C'est probablement ce qui est arrivé à ceux dont les corps ont été découverts. Combien d'autres charniers restent encore à découvrir ?

Mauritanie

LE DICTATEUR FAIT MAIN BASSE SUR LES CAISSES DE L'ÉTAT

Le dictateur mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz voulait coûte que coûte avoir « son » sommet de l'Union Africaine dans « sa » capitale. Seulement, cette ville ne possédait ni un palais des congrès ni une infrastructure hôtelière de luxe capables d'accueillir les chefs d'États africains et les délégations des 55 États membres.

En faisant réaliser ces travaux somptueux à Nouakchott, le dictateur a fait d'une pierre deux coups : il a satisfait ses caprices en ayant son sommet de l'UA du 25 juin au 2 juillet dernier et en même temps il s'est enrichi personnellement au passage en confiant les travaux à son ami et prête-nom Zeine El-Abidine Ould Mohamed Mahmoud. Cet ancien petit patron est devenu un puissant homme d'affaires grâce à ses liens avec le dictateur mauritanien. Il est présent dans de nombreux secteurs, allant de la banque à la bureautique en passant par les mines, le pétrole et les grands travaux. Il est le plus important fournisseur de l'État en matériel de tous genres, allant des cartouches d'encre pour imprimantes aux appareils informatiques. Selon certains journalistes mauritaniens, ce monsieur travaille en fait pour le président et l'aide à blanchir l'argent détourné des caisses de l'État.

La construction du nouveau palais des congrès comprenant une gigantesque salle de conférence de 4 500 places et près de 300 bureaux et espaces privés aurait coûté 14 milliards d'ouguiyas (environ 34 millions d'euros), sans compter les frais occasionnés pour l'hébergement des invités dans des hôtels et des villas de luxe.

Ouvriers de la SNIM lors de la grève générale à Zouerate en 2015. Ils réclamaient des augmentations de salaire et la réintégration des licenciés. Le bras de fer a duré deux mois.

Rappelons que selon le classement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) de 2016, la Mauritanie est au 157ème rang sur 185 pays. Les infrastructures d'utilité publique les plus élémentaires y font défaut. Les millions d'euros engloutis dans des réalisations absolument inutiles auraient pu être utilisés par exemple pour construire des logements sociaux, des écoles, pour améliorer l'évacuation des eaux usées ou le traitement des ordures ménagères.

La majorité de la population vit dans la pauvreté et pourtant le pays possède une des côtes parmi les plus poissonneuses du monde, un sous-sol riche en pétrole, gaz, fer et or. Mais ces richesses ne profitent qu'à une minorité de parasites locaux (à commencer par le dictateur cleptomane Ould Abdel Aziz) de mèche avec les multinationales dans le pillage à grande échelle des richesses naturelles du pays et dans l'exploitation des travailleurs.

Le G5 Sahel

UNE FORCE RÉGIONALE SUPPLÉTIVE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

En 2014, avec le soutien de la France, cinq pays sahéliens (la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad) constituent une force militaire transfrontalière baptisée « G5 Sahel ». Aujourd'hui elle est composée de 5000 hommes. Officiellement son rôle est de mettre fin aux activités des groupes terroristes dans cette zone sahélienne en coopération avec les troupes françaises de l'opération Barkhane.

Octobre 2017 : poste de commandement de la force conjointe du G5 au Mali

Tout dernièrement, le 2 juillet, en marge du sommet de l'Union Africaine, les dirigeants de ces cinq pays se sont réunis à Nouakchott en compagnie d'Emanuel Macron. Il a été question de trouver des sources de financement à cette force, des hélicoptères, des armes, des centres de formation, etc. L'Union européenne, l'Arabie, Saoudite, les Etats-Unis ainsi que les cinq pays membres ont fait des promesses de financement. En tous cas, pour le moment cette force est loin d'être en mesure de remplacer l'opération Barkhane lancée en août 2014 par l'ancien président français François Hollande, à la suite de l'opération Serval et Epervier.

Jusqu'à présent, là où cette se distingue le plus c'est dans la terreur qu'elle sème au sein des populations. Elle se distingue aussi dans ses activités de traque des migrants qui essaient par exemple de transiter par la ville d'Agadez au Niger pour se diriger vers la Libye ou l'Algérie.

À cause de cette traque, les migrants prennent de plus en plus de risques en empruntant des pistes encore plus incertaines dans l'immensité sablonneuse et caillouteuse du désert. Les conséquences sont dramatiques car des véhicules se perdent en chemin et parfois ne parviennent jamais à destination, surtout lorsqu'il y a des vents de sable ; les passagers meurent de faim et surtout de soif. La presse locale fait régulièrement écho de véhicules trouvés dans le désert avec des cadavres desséchés.

Cela fait aussi partie du rôle de gendarme que les dirigeants occidentaux dont ceux de l'impérialisme français, voudraient assigner à leurs valets du G5 Sahel.

Côte d'Ivoire

PORT-BOUËT ABATTOIR : LA CHASSE AUX PAUVRES CONTINUE

Depuis les inondations qui ont coûté la vie à une vingtaine de personnes, les destructions de quartiers pauvres ont repris de plus belle.

Les riches ont pris prétexte de ces inondations pour chasser les pauvres de certains sites intéressants pour leurs affaires qu'ils n'osaient pas « *déguerpir* » de peur de la réaction de leurs habitants.

C'est ainsi que le 02 juillet dernier, le quartier Port-Bouet Abattoir (dix mille habitants) a été détruit alors que ce site est tout sauf dans une zone à risque. Comme des voleurs, en pleine nuit, ils ont envoyé des corps habillés en grand nombre, des bulldozers et des camions pour que l'opération se déroule pendant que certains habitants dormaient encore. Sans même leur laisser le temps de récupérer leurs affaires, les bulldozers sont entrés en action détruisant tout sur leur passage. Ceux qui tentaient de s'approcher étaient dispersés à coups de gaz lacrymogène. Ainsi ont été jetés à la rue plus de 10.000 habitants installés sur ce site depuis plus de 30 ans pour les plus anciens. Hommes, femmes et enfants sont devenus des sans-abris et cela en pleine saison des pluies.

Ne sachant où aller, certains sinistrés ont trouvé refuge dans un cimetière des environs. D'autres moins résignés, pour signifier à ces autorités qu'ils ne pourront pas s'en prendre tout le temps aux pauvres sans réaction, ont manifesté leur colère. Certains locaux de la mairie ont été saccagés.

C'est dans ce genre de situation qu'on voit le vrai visage de nos gouvernants. Au-delà de toutes les démagogies et de toutes les paroles mielleuses qu'ils peuvent servir aux populations pauvres, là on voit réellement tout leur mépris et leur hargne.

POUR UNE FOIS QU'UNE VERITÉ SORT DE LA BOUCHE D'UN MARABOUT …

Un Imam a été récemment arrêté par les renseignements généraux et cuisiné pendant plusieurs jours. Son « crime », c'est notamment d'avoir osé critiquer les récents déguerpissements qu'il considère comme une destruction des maisons des pauvres au profit des riches.

Qu'on soit marabout ou pas, toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire dans ce pays.

Tchad

LA RÉPUBLIQUE CHANGE DE NUMÉRO MAIS AVEC LE MÊME DICTATEUR

Depuis le 4 mai dernier, L'État tchadien est à sa quatrième République suite à l'adoption d'une nouvelle constitution concoctée par des juristes à la botte du dictateur Deby.

Ce changement a été imposé malgré les protestations de la plupart des dirigeants des partis d'opposition qui ont dénoncé un « *hold-up constitutionnel* ».

Déby a fait supprimer le poste de Premier ministre ainsi que celui de Vice-président. Il s'est débarrassé aussi des institutions comme le Conseil constitutionnel et la Cour des comptes. C'est autant de postes

de sinécures en moins pour certains prétendants à la mangeoire gouvernementale.

Il a ensuite décrété que désormais, tous les membres du gouvernement de la IVème République doivent prêter serment, la main sur le coran avant d'entrer en fonction. Mais des protestations ont fusé de la part des chrétiens et de la hiérarchie catholique. Il a cédé : les chrétiens peuvent prêter serment la main sur la bible. Mais une femme d'obédience chrétienne fraîchement nommée dans ce gouvernement a refusé de le faire. Deby l'a tout simplement remerciée.

À Sarh dans le Sud, une délégation dépêchée par Deby pour installer le nouveau Sultan dans une région à majorité chrétienne et animiste a essuyé un échec. Qualifiant d'« *aberration* » cette initiative de Ndjaména, le Préfet de Sarh a refusé de participer à la cérémonie d'investiture.

Deby projette-t-il de faire de sa IVème République une République islamique ? On ne connaît pas ses intentions pour le moment. Mais ce que l'on peut constater, c'est qu'il cherche toujours, par des mesures de ce genre, à rallier à lui les populations du Nord en majorité musulmane. Cette politique ne date pas d'aujourd'hui. Feu le dictateur Tombalbaye s'appuyait également sur les populations du Sud pour gouverner.

Aujourd'hui, la politique dictatoriale de Deby rencontre de fortes oppositions malgré la répression. Les conséquences désastreuses de la crise, les mesures draconiennes de réductions de salaire frappent durement les travailleurs et les petites gens, qu'ils soient du Nord ou du Sud, qu'ils soient musulmans, chrétiens ou animistes. Ils sont obligés de trimer encore plus pour survivre alors que les dirigeants vivent dans un luxe insolent avec l'argent public volé dans la caisse de l'État.

Partout dans les grandes villes, le mécontentement monte et la colère gronde parmi les populations déshéritées. Pour le moment, les travailleurs de la fonction publique qui étaient en grève, observent une pause. Ils attendent que le gouvernement tienne sa promesse et paie leur « *salaire intégral* ». S'ils ne sont pas satisfaits, ils ont averti qu'ils allaient reprendre la grève et mettre leur poids dans la balance. Mobilisés, ils constituent une importante force qui peut faire basculer le régime dictatorial de Deby, soutenu à bras le corps par l'impérialisme français.

Tchad

LES MAGISTRATS EN GRÈVE SUITE À L'AGRESSION D'UN AVOCAT PAR DES MILITAIRES

Le 28 juin, un ancien gouverneur exerçant à Doba, dans le sud du pays, a été condamné à cinq ans de prison ferme pour avoir fait tirer sur un avocat dans l'exercice de ses fonctions. Les cinq gendarmes qui ont exécuté ses ordres ont été, eux aussi, condamnés à la même peine.

Le 22 mai dernier, à Doba, trois hommes accusés par les autorités de « *complicité d'association de malfaiteurs* » en lien avec une affaire de trafic d'armes, ont été relâchés par manque de preuve. Leur avocat est allé les récupérer avec sa voiture à la sortie de prison. Mais sa voiture a été attaquée en plein jour par trois véhicules remplis de gendarmes, qui n'ont pas hésité à leur tirer dessus. Les trois prisonniers ont de nouveau été arrêtés et reconduits dans leur cachot.

L'Ordre des avocats, choqué par cette agression, a appelé à une grève de trois jours. Les grévistes ont exigé la démission du

gouverneur de Doba, sa traduction devant la justice et la libération des trois détenus.

Devant cette fronde qui s'est ajoutée à la grève en cours des juges et magistrats pour le paiement de leurs salaires, Deby a cédé en sacrifiant le gouverneur.

Madagascar

GRÈVES ET CONTESTATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET DANS LE PRIVÉ

Employés de la douane en grève

Depuis de nombreux mois, les travailleurs de la fonction publique sont mobilisés, non seulement à Antananarivo, mais aussi dans la plupart des grandes villes du pays. En tête de ces mouvements de grèves et de contestations, il y a les enseignants. Les salariés des postes, ceux des Douanes, des Impôts, de la Santé, de l'Agriculture et de l'Elevage et de bien d'autres services utiles à la population, sont dans la rue également, à l'appel ou non, des organisations syndicales. De nombreux travailleurs des entreprises du privé se sont engagés aussi dans la lutte.

Tous revendiquent une augmentation de salaire, des nominations de postes, le remplacement des travailleurs en congé de maladie, etc. Le coût de la vie augmente, à tel point que même le "kapoaka" de riz (l'équivalent du contenu d'une petite boîte de conserve) n'est plus accessible. À Antananarivo après une semaine de présence journalière devant le ministère de l'Education Nationale, le 6 juillet, les enseignants ont réussi à faire ouvrir les portes du ministère, en dépit des bombes lacrymogènes. Une rencontre syndicats-ministre a eu lieu, mais il faudra attendre 2019 pour avoir une réponse voire plus tard. Tous les autres ministères ont reçu les délégations de travailleurs et donné le même type de réponse.

Les patrons des entreprises capitalistes situées dans les zones franches, ont pris peur et changent de ton. La plupart des usines ont fermé progressivement. Pour le moment ces patrons cèdent peu de chose, ils cherchent surtout à gagner du temps. Ils commencent à accepter de recevoir les délégations de travailleurs, chose qu'ils refusaient systématiquement jusqu'à présent. C'est le cas dans le textile, où les travailleurs sont les plus nombreux.

Actuellement les grèves et manifestations continuent. Les patrons et le gouvernement reculent un peu, mais ne cèdent pas encore. C'est grâce à cette force collective que cela a été possible, la lutte continue.

France

LA POLITIQUE CRIMINELLE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS CONTRE LES MIGRANTS ET HOSTILE À L'ENSEMBLE DU MONDE DU TRAVAIL

Le navire « Aquarius » qui a recueilli 630 migrants en détresse, dont 123 enfants, a navigué sur la méditerranée sans pouvoir accoster ni en Italie ni en France. Les dirigeants de ces pays n'ont pas voulu les recevoir. Après un parcours de plus de 1 300 km, seule l'Espagne a fini par accepter de les accueillir. Cela a ému, à juste raison, une partie importante de l'opinion publique.

Des migrants sur l'Aquarius, un bateau de sauvetage

Quelques jours plus tard, c'est un autre navire humanitaire allemand, le Lifeline, transportant 233 migrants, qui a pu accoster sur l'île de Malte. Cette fois-ci, les dirigeants français et italiens ont accepté qu'une partie des migrants soit prise en charge par leur pays.

C'est révoltant de voir Macron et son ministre Collomb faire des déclarations méprisantes vis-à-vis des migrants. Ces dirigeants politiques, comme ceux d'Italie, veulent fermer leurs frontières aux migrants, même quand ceux-ci sont en danger de mort, abandonnés en pleine mer.

Ceux qui ont réussi à échapper à la mort ne sont pas pour autant sortis des difficultés et des obstacles de toutes sortes. Des dizaines de milliers, déjà en France, circulent d'un camp de réfugiés à l'autre sans que leur problème soit résolu. De plus, le gouvernement français est en train de mettre en œuvre des lois sur le droit d'asile et d'immigration plus contraignantes encore qu'auparavant.

L'impérialisme est à l'origine des conflits et de la misère qui existent dans de nombreux pays du monde. C'est la barbarie et le chaos engendrés par sa politique qui poussent, au péril de leur vie, des centaines de milliers de personnes à fuir leurs pays.

En France le gouvernement Macron s'attaque aux travailleurs, aux chômeurs, aux retraités. Il diminue les prestations sociales des plus démunis tout en faisant des cadeaux aux capitalistes. Il démantèle le peu de droits qui reste dans le code du travail pour faciliter les licenciements, augmenter les heures supplémentaires impayées, etc. En détruisant le statut des cheminots, il veut diminuer leurs salaires, aggraver leurs conditions de travail et faciliter la privatisation du réseau ferré.

La politique de Macron à l'encontre des migrants découle de ce même mépris à l'égard de l'ensemble des travailleurs. Dans la même lancée que ses prédécesseurs, il veut diviser les travailleurs français et immigrés pour affaiblir leurs forces collectives. C'est tous ensemble que nous devons riposter contre ces attaques.